



**Jeudi 25 novembre**  
**Débat « Le bonheur d'être maire »**

**Intervention liminaire d'Alain-Gérard SLAMA,**

**Alain-Gérard SLAMA :**

Qu'est-ce que je suis content de ce que je viens d'entendre, parce que cela me simplifie énormément la tâche !

Au début de votre exposé, cher André COMTE SPONVILLE, je me disais que je n'allais absolument pas m'en sortir, parce que je parle à des gens qui donc sont intrinsèquement et substantiellement malheureux. Or je voudrais leur montrer qu'ils sont heureux... Ce qui va peut-être vous surprendre, parce que, bien entendu, vous ne l'êtes pas, mais vous ne le savez pas, et si un philosophe peut vous conforter dans le sentiment que vous n'êtes pas heureux, un historien peut peut-être vous dire que vous l'êtes.

Pourquoi ? Parce que je pense que dans la société où nous sommes aujourd'hui, vous êtes la dernière partie des personnels – disons grossièrement, au sens très large – politico-administratifs qui bénéficient d'un certain crédit de la part de l'opinion et de la population.

Je vais faire tout simplement de la phénoménologie.

J'ai fait de la phénoménologie il n'y a pas longtemps avec un ami qui est maire de Bordeaux. Et j'avoue que quand il était parti pour cette mairie de Bordeaux, alors que les plus grandes destinées lui étaient ouvertes, je me disais « mais enfin, faut-il quand même qu'il soit malheureux, et faut-il qu'il se complique la vie » ; car ce sont quand même beaucoup d'ennuis, n'est-ce pas ; « beaucoup d'ennuis », ajoutait Boris VIAN, « sans compter les emmerdements ». Et je l'ai vu vivre très difficilement l'amélioration de sa ville, des

travaux qui lui ont valu énormément de campagnes contre lui, de gens exaspérés par les complications de la circulation, obérée par le creusement du métro ; et puis, tout cela ayant été terminé, j'ai eu le plaisir, à côté de lui, de parcourir la ville dans une espèce de petit train, qui était un autobus découvert, et il nous montrait : « voilà, j'ai réalisé cela, j'ai fait cela, ceci, c'est moi, ça, voilà... ». Il voyait déjà la plaque indiquant les différents endroits où il a réalisé des choses qui s'inscrivent très concrètement dans l'espace public ; ce qui explique, d'ailleurs, que nos Présidents de la République tiennent tellement à inscrire leur présence dans l'espace, ne serait-ce que la pyramide que vous allez quelquefois contempler au Louvre en vous demandant ce qu'elle fiche là.

Peu de temps avant ou après, j'entendais Michel Rocard me dire « moi j'ai fait le RMI ». Ah, bon. Aujourd'hui nous savons.... Par exemple la loi de 1898 sur les accidents du travail, c'est un progrès social considérable, c'est formidable, mais si on sait à peu près qui était le Président du Conseil à ce moment là, on ne sait plus tellement qui était le ministre du Travail qui a porté sur les fonts baptismaux ce texte, qui échappe en quelque sorte à l'homme pour entrer dans l'histoire.

Vous, ce que vous faites – c'était la première chose que je voulais dire – n'échappe absolument pas à l'homme, et est inscrit dans l'espace ; parfois d'ailleurs on vous le reproche, c'est certain. Mais au moins pouvez-vous dire « c'est moi qui l'ai fait ». Et je dirai que ce n'est peut-être pas le bonheur, mais c'est au moins une satisfaction.

L'autre chose que je voulais dire, c'est que nous sommes dans ce que j'ai nommé « La société d'indifférence » dans le titre d'un livre que j'ai écrit.

On me conteste parfois ce titre. Mais non, la société d'indifférence, c'est que les citoyens des sociétés démocratiques sont de plus en plus convaincus de leur impuissance à écrire l'histoire. Et notre époque s'inscrit dans une période post-idéologique. Cela ne veut pas dire qu'il n'y a pas de débats de nature idéologique, parfois, pour élaborer une motion de synthèse entre les différents courants des maires de France ; mais les citoyens, eux, ont un sentiment de dépossession qui se traduit par un « aquoibonisme », et par du relativisme.

Je ne veux pas analyser les raisons de cela, nous avons peu de temps pour nous exprimer, mais je pense que dans cette affaire, les demandes sociales se tournent davantage vers les élus locaux que vers les élus nationaux ; surtout quand la politique nationale ressemble à un Boeing qui ne parviendrait pas à décoller, et dont l'équipage aurait oublié de couper le son entre la cabine de pilotage et les passagers, qui entendent, un peu médusés, les pilotes s'engueuler les uns les autres...

Le maire est, malgré tout et qu'on le veuille ou non, relativement en possession d'une confiance et d'une capacité de décider, limitée, c'est vrai, j'y reviendrai dans ma conclusion, mais sans rapport avec celle dont dispose aujourd'hui l'homme politique.

Par ailleurs, il y a une autre dimension, aussi : toutes les indications qui sont données sur l'état de la société française aujourd'hui la décrivent comme une société dépressive, déprimée ; et en même temps Gilles LIPOVETSKY a une expression que j'aime bien : il parle de bonheur paradoxal, c'est-à-dire que d'un côté ce pays est bien tel qu'on le dit, investi peut-être exagérément dans le consumérisme, fragilisé par une insatisfaction, une mélancolie permanente, et en même temps, il sait qu'il est un pays de la douceur de vivre, avec une certaine idée du loisir, une certaine idée du bonheur – aussi longtemps qu'il n'a pas entendu André COMTE SPONVILLE, évidemment, qui lui complique la vie en lui expliquant que cette certaine idée qu'il a est une idée qui se retourne contre elle-même... mais il a tout de même, si

vous voulez, cette espèce d'attente. Et là aussi, cela donne une prime considérable au local.

On dit volontiers qu'il y a partage des attributions, en France, entre la droite qui a les ennuis de la conduite des affaires de l'Etat, et la gauche, qui aurait la satisfaction de diriger les régions ; satisfaction limitée, je suis conscient que cela présente un certain nombre d'inconvénients ; mais il n'en reste pas moins que ce partage des tâches reproduit malgré tout une certaine pente de facilité – pardon pour mes amis de gauche, car je n'ai jamais été de gauche, mais du même coup j'ai toujours eu des amis de gauche – et ils sont assez satisfaits de cette situation.

Parfois, quand on est heureux dans une position, on n'aspire pas forcément à avoir celle de celui qui concentre tous les inconvénients et tous les ennuis, en particulier quand on jouit d'une existence assez agréable dans une ville comme Washington.

Et donc, ce qui est très frappant, c'est que les citoyens, en même temps, attendent beaucoup de leurs élus locaux. Ils en attendent des réponses en termes d'aménité, en termes, évidemment de traitement des problèmes sociaux ; aujourd'hui vous êtes confrontés au problème de la grande dépendance, problème qui, avec le vieillissement de la population, devient dramatique à résoudre, et d'une difficulté extrême, en sorte qu'il faudra bien, à un moment donné, que vous aussi vous participiez à l'impopularité qui consiste à faire payer davantage les gens, mais il n'en reste pas moins que vous contribuez aux conditions matérielles du bien-être ; avec des moyens limités, mais du moins est-ce vers vous que d'abord les gens se tournent.

Bien entendu, ces conditions matérielles du bien-être ne sont pas le bonheur, mais je me demande quand même si, pour l'élu, le fait d'avoir fait avancer cela, ça ne correspond pas, quand même, d'une certaine façon, à une espèce de sentiment d'un accomplissement personnel. Le bonheur, c'est aussi cela, la capacité de réaliser une partie des objectifs qu'on s'était assignés.

Bien sûr, le bonheur n'est pas un droit, ce n'est pas quelque chose qui se programme, quelque chose qui se décide, ni par un Etat, ni par une collectivité décentralisée – je pense à DIDEROT qui se moquait de vous, il osait faire ça, en disant « heureux, cent fois heureux, Monsieur Baliveau, capitoul de Toulouse ». Il se référait à une pièce qui avait eu du succès à cette époque. Il ne faut pas oublier, bien sûr, qu'il n'est pas de bonheur sans

liberté, que la liberté ne se mesure pas en termes de bien-être, et moins encore en termes de satisfaction.

Mais un autre élément encore, c'est que vous n'avez pas non plus un des grands inconvénients du politique : j'ai rarement entendu un élu local parler vraiment la langue de bois, qui est celle du politique, une espèce de formulation qui d'ailleurs est très propre à notre culture, qui est de très belle et de très grande rhétorique, mais qui consiste à camoufler son impuissance derrière des mots. Parce que vous réalisez des choses concrètes qui sont là, ou qui ne sont pas là ; et dans ce dernier cas, vous ne pourrez pas indéfiniment dorer la pilule et raconter des histoires. Et cela, je pense, vous facilite un peu la vie parce que trouver à chaque fois une nouvelle formule de langue de bois, quelle fatigue !

J'ai trouvé dans BERGSON – je me suis dit qu'il fallait que je cite un philosophe, pour ne pas démeriter trop aux yeux d'André COMTE-SPONVILLE – cette définition de ce qu'il appelait le bon sens : « *un des plus grands obstacles à la liberté de l'esprit, ce sont les idées que le langage nous apporte toutes faites, que nous respirons pour ainsi dire dans le milieu qui nous environne* ». C'est cela, un peu, la langue de bois ; le bon sens, c'est autre chose. En général, mon élu local, à qui je m'adresse, a du bon sens, c'est-à-dire qu'il a une expérience plus vaste, peut-être, des souvenirs mieux classés, mais surtout, il ne peut tirer sa force que d'une certaine capacité d'être juste, à quoi le condamnent, d'une manière générale, ses électeurs.

Je crois que j'aborde la frontière du temps qui m'est imparti ; je voudrais évoquer encore une autre chose que vous avez, qui est que, même pour les libéraux, il y a un principe, la règle de la subsidiarité – qui vient de l'église, c'est vrai – qui fait que nul n'est tenu à l'impossible.

Et vous n'êtes pas tenus, quand même, à l'impossible. Je sais que vous n'êtes peut-être pas d'accord, mais enfin même les libéraux reconnaissent que lorsque les collectivités locales n'arrivent pas à faire certaines choses, c'est l'Etat qui doit le faire. Et s'il ne le fait pas, c'est très mal pour lui, vous pouvez lui dire que même du point de vue d'Adam SMITH et des libéraux, c'était à l'Etat qu'il appartenait de

réaliser ce qui ne pouvait pas l'être au plan local.

Dernier élément encore : TOCQUEVILLE disait : « *la vie locale, c'est la pédagogie de la démocratie, c'est l'apprentissage de la responsabilité démocratique* ». Et il prenait un exemple assez drôle, d'ailleurs, que je résumerai par une analogie : il disait qu'en France, quand on veut atteindre un but, par exemple lutter contre l'alcoolisme, ou par exemple, tenez, loger les mal-logés, on demande une loi, on demande un financement de l'Etat. Aux Etats-Unis, les associations retroussent leurs manches et construisent des maisons, exactement contre les Amish dans le film Witness, où l'on voit Harrison Ford travailler sur une charpente en même temps qu'il s'occupe aussi d'une créature... je ne sais pas s'il la désire vraiment, d'ailleurs, mais il n'a pas l'air mécontent, du moins dans le film.

Dernier mot, si vous me permettez, sous la forme un peu prétentieuse d'une mise en garde : nous sommes un pays jacobin, avec cette conséquence qu'il n'est pas un élu du niveau, disons « non-national », qui ne cherche à transposer à son propre niveau la conception qu'il a du pouvoir au niveau national. Cela s'est traduit localement par les grands conseils de région, qui se présentaient comme de véritables empires.

Il y a une sagesse qui fait partie du bonheur, qui est une sagesse de l'élu, et qui consiste parfois à savoir s'occuper de choses qui ne sont pas absolument décisives pour le devenir de l'humanité, avec une certaine humilité, une certaine modestie, et qui, cependant, ont une valeur d'autant plus grande, au sens de VERLAINE - « *la vie humble, aux travaux ennuyeux et faciles/ est un acte de foi qui veut beaucoup d'amour* » - et je vous citerai une anecdote que raconte Albert HIRSCHMAN, qui est un sociologue américain, dans un de ses livres : il raconte qu'un enquêteur demande à une femme mariée, qui, dans le ménage prend les décisions, ce qu'elle fait. Il lui dit « mais qui prend les décisions chez vous ? ». Elle lui répond : « c'est mon mari ; c'est lui qui prend les décisions importantes ». « Mais quelles sont les décisions importantes ? », demande l'enquêteur. « Eh bien il décide de ce qu'il faudrait faire contre les discriminations dont souffrent les Noirs, il décide de la façon dont régler le conflit du Moyen-Orient (bien sûr en lisant son journal, vous l'avez compris), il décide de l'attitude à adopter envers la Chine, etc. ». « Et vous, alors ? » l'interrompt l'enquêteur. « Oh, moi, rien qui compte », répond la ménagère,

« c'est moi qui décide où nous passerons nos prochaines vacances, si les enfants doivent aller dans une école privée ou publique, s'il vaut mieux acheter une nouvelle voiture ou une nouvelle maison... vous voyez, c'est sans importance ».

Eh bien je crois que la condition du bonheur pour un maire est qu'il sache choisir aussi la

date de ses vacances, et prendre les décisions sans importance, sans être sûr cependant, je l'avoue, qu'il puisse se reposer sur les intellectuels, les historiens, voire les philosophes, pour gérer les problèmes du pays et veiller sur le destin du monde.

Merci.